
FAQ ASPECTS SOCIÉTAUX

1. QU'EST-CE QUE LE PROJET SINGLE EURO PAYMENTS AREA (SEPA)?

Le SEPA (l'espace unique de paiement en euros) est un espace au sein duquel les consommateurs, les entreprises et les autres acteurs économiques pourront effectuer et recevoir des paiements en euro, à l'intérieur des frontières nationales ou par delà ces frontières, aux mêmes conditions de base, avec les mêmes droits et obligations, où qu'ils soient situés et ce, avec la même facilité d'emploi que pour les paiements nationaux ou locaux. Géographiquement, la zone SEPA peut se définir comme étant l'espace formé par les 27 pays de l'Union européenne, complété par la Norvège, le Liechtenstein, l'Islande, la Suisse et la Principauté de Monaco (situation mi-2011).

2. POURQUOI A-T-ON LANCÉ LE SEPA?

Tout au long du processus de construction économique entamé il y a un demi-siècle au niveau européen, plusieurs étapes ont été franchies en vue d'unifier les différents marchés financiers nationaux et créer un véritable marché intégré. L'étape la plus spectaculaire a sans conteste été l'avènement de l'euro le 1^{er} janvier 1999 et la mise en circulation des billets et des pièces en trois ans plus tard.

Aujourd'hui, tout consommateur peut ainsi effectuer sans problème des paiements en espèces dans l'ensemble de la zone euro avec la même unité de compte. S'agissant toutefois des paiements scripturaux de petit montant (paiements de détail), chaque pays possède toujours ses propres spécificités (infrastructures, instruments, dispositions et réglementations) rendant par là les paiements transfrontaliers plus complexes que les paiements domestiques et les transactions économiques entre pays plus compliquées qu'à l'intérieur des frontières. SEPA vise à supprimer ces obstacles.

Le SEPA a pour but de permettre à tous les acteurs économiques de réaliser, grâce à un ensemble unique d'instruments communs et harmonisés, des paiements scripturaux à travers toute l'Europe, et ce sans qu'il n'y ait plus aucune différence entre un paiement national et un paiement transfrontalier. La réalisation du SEPA créera un marché des paiements de détail unifié, innovant, efficient et concurrentiel, donnant à l'euro toute sa dimension de monnaie unique et permettant d'exploiter pleinement les opportunités du marché unique, les systèmes de paiement constituant en quelque sorte "l'huile dans les rouages" du marché intérieur.

Phrases clés: *intégration économique européenne – monnaie unique – soutien du marché intérieur intégré – disparition des frontières et marchés nationaux - stimulation de la concurrence et de la standardisation aboutissant à des systèmes plus efficaces.*

3. QUAND LE SEPA A-T-IL ETE INTRODUIT?

Le SEPA a été introduit début 2008, plus précisément le 28 janvier 2008 pour les virements. Dès le début, un formulaire de virement en format SEPA était disponible sous forme papier; le formulaire de virement belge actuel disparaîtra progressivement.

La domiciliation européenne a été lancée le 1^{er} novembre 2009.

Phrases clés: *date de lancement des virements = 28 janvier 2008, fin du formulaire de virement belge, domiciliations européennes = 1^{er} novembre 2009.*

4. QUELS SONT LES PRINCIPAUX ACTEURS DE LA MISE EN OEUVRE TECHNIQUE DU SEPA?

Le SEPA est une initiative de la Commission européenne. Dès le début des années nonante, la Commission européenne s'est penchée sur la question des paiements transfrontaliers dans l'UE, au vu des tarifs élevés, des délais d'exécution importants et du manque de transparence qui caractérisaient ce type d'opérations. Elle a alors donné le ton via le Règlement n° 2560/2001, ultérieurement annulé et remplacé par le Règlement 924/2009 qui a imposé aux banques de ne plus pratiquer de différences au niveau européen entre les tarifs des paiements transfrontaliers et ceux des paiements nationaux.

Le SEPA vise à améliorer le fonctionnement du marché intérieur et à rencontrer les objectifs définis dans l'Agenda de Lisbonne. Les cadres juridiques existants relatifs aux opérations de paiement reposent en grande partie sur des réglementations nationales qui induisent un morcellement du marché intérieur. Pendant plusieurs années, la Commission européenne a travaillé à l'élaboration d'un projet de directive européenne sur les services de paiement (*Payment Services Directive – PSD*). Adoptée le 24 avril 2007 par le Parlement européen, la PSD a été transposée dans le droit de chacun des pays constituant la zone SEPA. Les autorités européennes souhaitent ainsi mettre en place un cadre juridique européen unique, condition indispensable pour la mise en œuvre de SEPA.

La directive s'articule autour de trois pôles principaux:

- renforcer la concurrence sur les marchés nationaux;
- renforcer la protection des consommateurs;
- définir les droits et obligations de l'ensemble des acteurs, qu'ils soient consommateurs ou prestataires de services de paiement.

En Belgique, la transposition de la Directive sur les services de paiement a été traduite par deux nouvelles lois. Les prescriptions de cette Directive sont d'application en Belgique depuis le 1er avril 2010.

- La Loi du 21 décembre 2009 portant sur le statut des établissements de paiement, l'accès à la profession de prestataire de services de paiement et l'accès aux systèmes de paiement transpose le Titre II de la Directive sur l'accès à la profession et le contrôle prudentiel sur les systèmes de paiement. Cette loi est entrée en vigueur le 1er novembre 2009;
- La Loi du 10 décembre 2009 portant sur les services de paiement transpose les Titres I, II

et IV de la Directive et est entrée en vigueur le 1er avril 2010.

La Banque Centrale Européenne (BCE) et l'Eurosystème jouent un rôle important dans la mise en œuvre du projet SEPA. Parmi les missions de l'Eurosystème figure en effet la promotion du bon fonctionnement des systèmes de paiement, tout en garantissant leur efficacité et leur sécurité. L'Eurosystème a tiré parti de l'introduction de l'euro pour mettre l'accent sur la nécessité d'un espace de paiement européen.

La communauté bancaire européenne a compris le signal des autorités et a décidé en juin 2002 de créer un nouvel organe paneuropéen, l'European Payments Council (EPC - Conseil européen des paiements) qui regroupe des banques et des associations d'institutions financières des trente-deux pays de la zone SEPA. Par l'intermédiaire de l'EPC, le secteur bancaire européen a affirmé de manière non équivoque son intention de réaliser un espace unique de paiements et ce, principalement par le biais d'un processus d'autorégulation (accords interbancaires conclus au niveau européen). L'EPC s'est donc chargé de l'élaboration fonctionnelle et technique des standards et des cadres relatifs aux moyens de paiement en publiant une série de manuels.

Phrases clés: *La Commission européenne souhaite un marché intérieur unifié et une concurrence accrue – la BCE souhaite la poursuite du processus d'harmonisation qui a été entamé avec l'introduction de la monnaie unique et cautionne la promotion du bon fonctionnement des systèmes de paiement – la communauté bancaire européenne pilote le projet dans un esprit d'autorégulation.*

5. QUELS SONT LES PRINCIPAUX ACTEURS DE LA MISE EN OEUVRE SOCIÉTALE DU SEPA EN BELGIQUE?

Le SEPA n'est pas un projet purement bancaire mais concerne tous les acteurs économiques. Si les banques étaient le plus impliquées dans sa préparation, les autres partenaires de la vie économique que sont les entreprises, les pouvoirs publics et les consommateurs sont confrontés au passage vers les nouveaux instruments de paiement européens. Il s'agit donc d'un projet affectant l'ensemble de la société, qui nécessite l'engagement de toutes les parties concernées.

Pour organiser de manière efficace la migration vers ce nouvel environnement, une double structure a été mise en place en Belgique:

- une structure interbancaire, le Forum SEPA, qui s'occupe de tous les aspects liés au monde bancaire
- une large structure de concertation sociétale qui permet d'intégrer également les acteurs non bancaires via la création d'un groupe de travail "Implémentation sociétale du SEPA" au sein du "*Steering Committee* sur l'avenir des moyens des paiement"

Ce *Steering Committee* sur l'avenir des moyens de paiement a été mis en place en 2004 afin de réfléchir avec l'ensemble des acteurs économiques sur l'avenir des moyens de paiement. Le *Steering Committee* se compose de représentants des banques, des administrations publiques, de La Poste, des consommateurs, des entreprises et des classes moyennes. La Banque en assure la présidence, le support administratif et l'animation. Trois sous-groupes de travail ont été constitués afin de se pencher plus précisément sur les questions propres aux entreprises, aux consommateurs et aux administrations publiques.

Dans un premier temps, l'objectif visé était surtout de conscientiser les acteurs économiques, d'échanger des informations sur l'état d'avancement du projet SEPA au sein de la société belge et de dresser l'inventaire des points sur lesquels une réflexion spécifique s'imposait. Dans une phase ultérieure, un plan concret de migration vers le SEPA doit être rédigé pour tous les grands

secteurs.

Au sein du sous-groupe relatif aux administrations publiques, les autorités fédérales, désireuses de se profiler comme *early adopter*, ont mis en place leur propre *Steering Committee*. Cette option cadre d'ailleurs tout à fait avec les recommandations des autorités européennes: l'adoption des nouveaux instruments de paiement par les administrations publiques contribuera à atteindre rapidement la masse critique de paiements nécessaire au projet SEPA et servira d'exemple pour les autres acteurs. Ceci s'est en effet produit en Belgique; dès le lancement des virements SEPA par les autorités, les autres grands facturiers ont aussitôt suivi.

Dans le sous-groupe relatif aux entreprises, deux *task forces* ont également été mises en place afin de coordonner la migration et la transition vers le virement européen, d'une part, et vers la domiciliation européenne, d'autre part, avec pour objectif ultime de perturber le moins possible le consommateur. Cette dernière *task force* regroupe les plus grands émetteurs belges de domiciliations. La préparation des entreprises est encore assurée en grande partie par les banques. Des fournisseurs de solutions bancaires comme ISABEL (interfaces automatisées entre les entreprises et les banques) ont adapté leurs logiciels aux opérations SEPA.

Le projet SEPA, qui, à court terme nécessite sans doute de considérables efforts de conversion pour l'ensemble des parties concernées, produira indubitablement à moyen et long terme des effets bénéfiques en offrant aux banques, aux entreprises, aux administrations publiques et aux consommateurs un marché des paiements de détail innovant, unifié, moderne et efficace, permettant de rencontrer les objectifs fixés initialement. Au sein du *Steering Committee*, les acteurs économiques sont par conséquent encouragés à prendre leurs responsabilités dans la mise en œuvre du SEPA.

Phrases clés: *projet au sein du Forum bancaire du SEPA – mise en œuvre au sein du Steering Committee sur l'avenir des moyens de paiement – implication de tous les acteurs économiques dans le projet.*

6. QU'IMPLIQUE LE SEPA CONCRÈTEMENT?

Les instruments nationaux traditionnels que sont le virement, la domiciliation et le paiement par carte seront remplacés par des instruments de paiement à dimension européenne.

L'introduction de nouveaux instruments de paiement en remplacement des instruments nationaux actuels nécessite un processus complexe d'harmonisation visant à abolir tous les obstacles juridiques, techniques et pratiques, et requérant l'engagement de l'ensemble des acteurs concernés, du secteur financier au consommateur en passant par les entreprises et les pouvoirs publics.

Aperçu des principales conséquences dans la pratique:

Pour le consommateur

- le formulaire de virement: l'actuel formulaire de virement est graduellement remplacé par un nouveau formulaire SEPA qui peut être utilisé pour tous les paiements effectués au sein de la zone SEPA;
- le numéro de compte bancaire devient l'IBAN (International Bank Account Number) en se voyant attribuer quatre caractères supplémentaires: l'actuel numéro de compte bancaire sera précédé du code du pays (BE pour la Belgique) et d'un nombre de contrôle à deux chiffres. Ces quatre espaces supplémentaires ont donc été ajoutés sur les formulaires de virement pré-imprimés ainsi que dans le logiciel de l'environnement *PC-banking* ou *self-banking*;

- ouvrir de nouvelles domiciliations est plus rapide: le débiteur ne doit plus passer d'abord par sa banque. De plus, les droits du consommateur sont mieux protégés (les consommateurs ont la possibilité, à certaines conditions, de réclamer à leur banque, pendant huit semaines, le remboursement d'un débit déjà effectué) et le consommateur dispose de la possibilité de souscrire une domiciliation avec des fournisseurs établis dans la zone SEPA;
- les chèques sont appelés à disparaître: les anciens moyens de paiement que sont les chèques et lettres de change sont de moins en moins utilisés et disparaîtront progressivement;
- la carte bancaire offrira plus de possibilités: bientôt, le consommateur pourra effectuer des paiements avec la carte bancaire partout dans la zone SEPA avec la même facilité que dans son propre pays.

Pour les professionnels ou les commerçants

- le formulaire de virement: l'actuel formulaire de virement est progressivement remplacé par le nouveau formulaire SEPA;
- numéros de compte bancaire en format IBAN pour les paiements nationaux et transfrontaliers: la structure traditionnelle du numéro de compte belge 3-7-2 est progressivement remplacée par la structure IBAN pour tous les paiements effectués en Europe. Le numéro de compte IBAN se compose d'un code pays (BE pour la Belgique) et d'un nombre de contrôle à deux caractères suivi du numéro de compte belge;
- domiciliations: depuis le 1^{er} novembre 2009, les consommateurs ne doivent plus passer d'abord par leur banque pour l'ouverture de nouvelles domiciliations mais peuvent directement signer un mandat de domiciliation auprès de leur fournisseur-crédancier. Ils peuvent également conclure des domiciliations avec des entreprises étrangères;
- cartes de paiement: outre les cartes *Bancontact/MisterCash*, d'autres schémas répondant aux exigences du SEPA peuvent être proposés sur le marché belge. Le schéma BC/MC sera donc progressivement remplacé. En Belgique, les cartes de paiement actuelles sont provisoirement maintenues car elles sont déjà équipées de la fonction Maestro;
- chèques et lettres de change: le secteur bancaire décourage depuis des années l'utilisation des moyens de paiement manuels et onéreux que sont les chèques et lettres de change. Cette politique est aussi poursuivie dans le cadre du SEPA.

Phrases clés: *disparition des instruments nationaux – remplacement par des instruments de paiement plus efficaces basés sur un standard européen.*

7. POURQUOI N'EXISTE-T-IL PAS UNE ALTERNATIVE SEPA POUR LES CHÈQUES ET LETTRES DE CHANGE?

Les chèques et lettres de change ne sont généralement pas considérés comme des instruments de paiement du futur et ne sont utilisés que dans un nombre limité de pays européens. C'est pourquoi, aucun format SEPA n'a été mis au point pour ces instruments, bien qu'une partie des acteurs économiques reconnaissent que les lettres de change jouent toujours un certain rôle pour le financement des entreprises et qu'il n'existe encore aucun substitut satisfaisant pour les chèques utilisés en cas de gros achats tels que l'acquisition d'une habitation ou d'une voiture.

Ces deux instruments sont considérés comme chers et difficiles à automatiser: leur manipulation, leur traitement, leur expédition, leur centralisation et l'archivage demandent énormément de travail. Le secteur bancaire belge a donc pris l'initiative d'élaborer des solutions économes en temps et en coûts pour le chèque. Il s'est pour cela appuyé sur des exemples étrangers où diverses pistes étaient examinées: l'augmentation temporaire de la limite disponible sur la carte, la possibilité de payer *en ligne* via Internet chez le commerçant, etc.

Phrases clés: ces deux instruments sont dépassés, chers et difficiles à automatiser – recherche en cours d'autres solutions.

8. QUE DOIT FAIRE UN CONSOMMATEUR POUR POUVOIR EXÉCUTER DES VIREMENTS SEPA?

Tout consommateur reçoit régulièrement des factures et d'autres invitations à payer des marchandises ou prestations fournies. Dans bien des cas, le créancier jointra un formulaire de virement, pré-complété ou non, qui peut être rempli par le débiteur et qui servira finalement de base pour l'ordre de paiement. A un stade suivant, le débiteur dispose de plusieurs canaux vers la banque donneuse d'ordre: utilisation du *PC-banking* ou *webbanking*, du *self-banking* ou remise du formulaire papier de virement complété au guichet de sa banque.

En l'occurrence, c'est en principe le créancier qui amène le consommateur à introduire des paiements SEPA. Lorsque le créancier joint un formulaire de virement SEPA (avec son IBAN et le BIC de sa propre banque) à sa facture, le débiteur effectue de facto et sans même nécessairement s'en rendre compte des paiements SEPA.

Il est naturellement aussi possible qu'un consommateur effectue des paiements SEPA de sa propre initiative en complétant un formulaire de virement vierge. Par rapport à la situation actuelle, le consommateur doit tenir compte de l'utilisation obligatoire de l'IBAN du bénéficiaire et du BIC de la banque bénéficiaire. Pour le reste, le formulaire s'utilise de la même façon: la communication structurée par exemple peut toujours être utilisée dans le cadre d'un paiement SEPA.

Phrases clés: le consommateur suit le choix du créancier – possibilité d'utiliser de sa propre initiative un formulaire de virement papier SEPA.

9. QU'ON DÛ FAIRE LES POUVOIRS PUBLICS POUR LANCER DES PAIEMENTS SEPA?

Les autorités belges, tant fédérales que régionales, soutiennent fortement le projet SEPA et profitent de la migration vers les instruments SEPA pour accélérer la dynamique de modernisation de leurs processus de paiement. Mieux encore, les autorités ont même joué le rôle de *"first mover"*: et ont été les premiers à mener une vaste campagne de communication à propos de l'IBAN et du BIC en avril 2008 à l'occasion de la distribution des formulaires de déclaration d'impôts sur les revenus des personnes physiques. Ensuite, en tant qu'émettrices d'un grand nombre de paiements, les administrations publiques ont été les premières à mettre en masse sur le marché le nouveau formulaire de virement papier. Le nouveau formulaire a été largement diffusé depuis octobre 2008, lors de l'envoi des avertissements-extrait de rôle de l'impôt sur les personnes physiques et a automatiquement entraîné l'utilisation, par le contribuable, d'un instrument de paiement SEPA.

Au sein du *Steering Committee*, l'impulsion donnée par les pouvoirs publics semble également stimuler les entreprises: une série d'entreprises d'utilité publique et de télécommunications émettant de nombreuses factures ont utilisé la dynamique créée par les pouvoirs publics pour migrer vers le formulaire de virement SEPA. C'est ainsi que le citoyen a découvert depuis octobre 2008 le nouvel instrument de paiement de façon organisée.

Phrases clés: *pouvoirs publics "first mover" – dynamique créée par les pouvoirs publics.*

10. QUELS SONT LES AVANTAGES POUR LES ENTREPRISES ET QUELLES ACTIONS DOIVENT-ELLES ENTREPRENDRE?

Les entreprises, et surtout celles qui pratiquent un commerce transfrontalier, bénéficieront très rapidement après le lancement de SEPA, du travail de standardisation fourni. Les avantages liés au SEPA pour les entreprises sont multiples: grâce à l'amélioration du cadre légal, le règlement du commerce international s'effectuera de manière encore plus efficace, plus rapide et à moindre coût; grâce à cette standardisation, les back-offices, progiciels de comptabilité et autres logiciels peuvent être mieux adaptés les uns aux autres; l'utilisation de comptes auprès d'une banque à l'étranger et la transmission d'ordres de paiement vers cette banque étrangère sont considérablement simplifiées; les domiciliations transfrontalières sont possibles; le système de domiciliation SEPA prévoit un intéressant canal "*Business-to-Business*" par le biais duquel les entreprises peuvent encore automatiser leurs paiements réciproques; la généralisation de l'utilisation de l'IBAN fera disparaître en grande partie les différences entre paiements nationaux et paiements étrangers; les standards ouverts sont flexibles et orientés vers le futur si bien que l'on peut s'attendre à une évolution vers des méthodes de paiement encore plus performantes (e-SEPA), etc.

Les entreprises qui souhaitent utiliser les nouveaux instruments de paiement SEPA sont bien sûr aidées par leur banquier, leurs fournisseurs de logiciels et, pour un grand nombre d'entre elles, par ISABEL. Ce sont ces canaux importants qui leur permettront de profiter pleinement des opportunités offertes par le SEPA. En tout cas, les entreprises seront libres de choisir le moment du basculement vers les nouveaux instruments de paiement SEPA, pour autant que ce soit avant la limite instaurée par le Parlement européen et le Conseil (probablement février 2013 pour les virements et février 2014 pour les domiciliations; le lay-out des fichiers imprimés est disponible sur le site internet de la Banque nationale de Belgique, Secrétariat des protocoles).

Phrases clés: *les avantages liés au SEPA stimulent le commerce – domiciliations transfrontalières comme nouvel instrument – suppression des anciens instruments de paiement.*

11. QU'EST-CE QUE LE E-SEPA?

Globalement, la réalisation du SEPA implique l'harmonisation d'instruments de paiement qui diffèrent totalement les uns des autres dans les différents pays de la zone SEPA. C'est une histoire de rapprochement de normes techniques divergentes applicables aux paiements et de la disparition des frontières nationales. L'utilisation de mêmes normes pour les virements et pour les domiciliations dans la zone SEPA entraînera une plus grande facilité d'emploi, davantage de concurrence et donc plus d'efficacité dans le marché des paiements.

Mais l'histoire ne s'arrête pas là: de nouveaux instruments de paiement tournés vers l'avenir apparaissent. Les instruments de paiement de la première période du SEPA sont généralement des documents sous forme papier: formulaire de virement, mandat de domiciliation, etc.

La prochaine étape sera l'utilisation d'instruments de paiement entièrement électroniques évitant à l'expéditeur des frais de manipulation ou d'envoi pour les factures tandis que le payeur recevra l'invitation à payer par voie électronique, ce qui lui permettra un archivage plus efficace. Dans une étape suivante, il pourra même payer ses factures directement via un simple bouton de paiement. Il s'agit entre autres de la facture électronique et d'autres canaux électroniques pour le traitement automatique end to end de paiements (par ex. le ZOOM-IT en Belgique).

Phrases clés: *e-SEPA est l'évolution vers la livraison et le traitement électroniques.*

12. QUI INFORME LE PUBLIC?

La communication concernant le SEPA est d'une importance primordiale, d'autant que depuis son ébauche, le projet pâtit parfois d'une mauvaise image (obligation des pouvoirs publics, imprécision concernant la nécessité d'un *business case*, agenda politique, etc.). Dans la phase initiale, l'information des meneurs du projet, à savoir les banques, était privilégiée. Elle s'appuyait d'ailleurs sur leurs propres réseaux tels que FEBELFIN, la fédération belge des établissements de paiement, et l'EPC.

Dans une phase suivante, de plus en plus de sources d'information ont été mises à la disposition du public et du consommateur. Un canal d'information très important pour le consommateur final est l'application *PC banking* ou *webbanking* des banques. D'autre part, de nombreuses informations utiles figurent sur le site internet spécifique: www.sepabelgium.be.

13. LES ACTEURS ÉCONOMIQUES SONT-ILS SUFFISAMMENT MOTIVÉS POUR ACCEPTER LES INSTRUMENTS SEPA?

Grâce au projet SEPA, les entreprises ont la possibilité d'intégrer pleinement dans leurs systèmes les évolutions futures que sont l'*e-invoicing* (la facturation électronique), l'*Electronic Bill Presentment and Payment* (EBPP) et l'*e-reconciliation*, qui sont généralement considérés comme la prochaine étape de l'histoire du SEPA, à savoir l'e-SEPA. Les standards SEPA sont suffisamment flexibles pour accueillir la génération suivante d'instruments de paiement. Il paraît tout à fait logique que les entreprises, surtout si elles pratiquent le commerce transfrontalier, exécutent des paiements d'une manière standardisée, éventuellement centralisée. En outre, le modèle *Business-to-Business* de la domiciliation européenne permet d'automatiser la gestion des paiements professionnels (transfrontaliers ou non). Il paraît logique que les entreprises actives au niveau international soient les premières à bénéficier du SEPA. Les entreprises ayant un domaine d'action plutôt national en profiteront indirectement, via la modernisation des canaux de paiement.

Étant à l'origine d'un grand nombre de paiements, les administrations publiques tireront aussi parti de la standardisation des paiements nationaux et transfrontaliers. Le SEPA apporte un nouveau coup d'accélération au "*technology leap*" enclenché par les pouvoirs publics.

La transposition de la PSD en droit belge renforce la protection des utilisateurs finaux-consommateurs. Ils peuvent, par exemple, durant une plus longue période, exiger de se faire rembourser en cas de mauvaise exécution d'une domiciliation européenne. De plus, les particuliers bénéficient des avantages de l'utilisation d'instruments de paiement standardisés qui peuvent être utilisés aussi bien pour un paiement en Belgique que vers l'ensemble de la zone SEPA. La portée de leurs paiements augmentera considérablement et couvrira toute la zone SEPA. Ainsi le paiement exécuté par un Belge vers un autre Belge sera identique à un paiement envoyé par un Belge vers n'importe quel Européen et n'importe quel état membre.

Phrases clés: *les standards SEPA sont extrêmement flexibles et tournés vers le futur – encouragement du le commerce international – "technology leap" pour les pouvoirs publics – meilleure protection du consommateur final – standardisation finalement positive pour tous les acteurs.*

14. COMMENT LE SEPA VA-T-IL RENFORCER L'EFFICACITÉ DES OPÉRATIONS DE PAIEMENT?

Il est indispensable de définir des normes pour pouvoir mettre en place un système de paiement performant: seule l'existence de standards communément utilisés permet d'assurer l'automatisation de toute la chaîne de traitement des paiements. Dans le cadre du SEPA, l'interopérabilité ne pourra donc être assurée que moyennant l'adoption, par l'ensemble des acteurs, de standards communs permettant d'automatiser et d'uniformiser au maximum les échanges.

Dans une première phase, l'EPC a surtout défini les éléments de base nécessaires pour créer un marché réellement unifié. Par la suite, les efforts porteront sur la création de services à valeur ajoutée (*AOS-additional optional services*) permettant l'automatisation croissante du traitement des opérations de paiement par le biais, entre autres, de la dématérialisation de certaines étapes du processus. Ainsi, la facturation électronique (*e-invoicing*), la réconciliation électronique des factures (*e-reconciliation*) ou le mandat électronique pour la domiciliation européenne (*e-mandate*) sont des domaines appelés à être développés.

A l'issue de la mise en place du SEPA, les avantages suivants seront acquis:

- chacun disposera d'un ensemble d'instruments de paiement européens communs qui fonctionneront dans le même cadre juridique et selon des standards techniques et opérationnels identiques. Ainsi, le nouveau système de domiciliation européenne permettra au consommateur belge de payer de la même manière sa facture de consommation d'eau pour sa résidence en Belgique et pour son appartement de vacances sur la côte espagnole. De même, une entreprise pourra rétribuer ses expatriés à partir d'une seule et même banque située indifféremment dans n'importe quel pays de la zone SEPA
- la concurrence au niveau de l'offre des systèmes de paiement se développera à toutes les étapes, ce qui devrait en principe déboucher sur une plus grande efficacité de ceux-ci et sur une tarification plus avantageuse
- les entreprises à dimension européenne pourront réaliser à terme d'importantes économies d'échelle via la rationalisation de leurs paiements: il leur sera possible de regrouper leurs opérations de paiement au sein d'un centre européen unique pour l'ensemble du groupe

Phrases clés: *l'utilisation de standards européens conduit à une interopérabilité accrue et à une meilleure performance – une même base juridique renforce la transparence – une concurrence accrue entre systèmes de paiements mène à des systèmes plus efficaces et à une tarification avantageuse.*

15. LE SEPA AURA-T-IL DES CONSÉQUENCES SUR LES PAIEMENTS EN ESPÈCES?

En principe, l'introduction du SEPA n'affectera pas l'utilisation d'espèces dans les opérations de paiement. L'évolution du nombre de billets de banque en circulation est définie par la demande du public d'argent liquide et la mise en place du SEPA ne devrait pas changer radicalement la demande en billets. On peut toutefois s'attendre à ce que l'efficacité accrue et la vitesse d'exécution améliorée de la liquidation des ordres de paiement SEPA (principalement l'utilisation de cartes de paiement conformes au SEPA) puissent avoir une influence sur la demande de billets de banque.

La seule conséquence dérivée du SEPA est l'ouverture de négociations entre les banques commerciales et les banques centrales pour assouplir le service de ces dernières lors de la

manipulation d'espèces et pour aligner les tarifs et heures d'ouverture des agences des banques centrales dans l'ensemble de la zone SEPA.

16. QUELLES SONT LES SPÉCIFICITÉS DES PAIEMENTS PAR CARTE DANS SEPA?

L'option retenue par les banques belges consistait à remplacer, sur les cartes belges, le standard *Bancontact/Mistercash* par un standard international pour les opérations nationales (belgo-belges). Mais les représentants des commerçants se sont vigoureusement opposés à cette solution en invoquant plusieurs motifs:

- le système Bancontact/Mistercash s'est avéré non seulement efficace mais aussi sûr, relativement peu coûteux et facile d'utilisation. Les commerçants redoutaient que le nouveau système n'atteigne pas le même niveau de qualité que celui en vigueur actuellement et que les coûts de mise à jour des terminaux et des logiciels soient élevés;
- le principal reproche fait par les commerçants concernait la tarification des opérations de paiement. La nouvelle tarification aurait pu induire une hausse substantielle du prix par transaction pour les commerçants. Un élément important dans le débat est l'introduction d'un *interchange fee*. Dans le système belge *Bancontact/Mistercash*, *Banksys* gère directement la relation entre le titulaire de la carte et le commerçant, via sa banque. Les schémas internationaux reposent par contre sur un modèle à quatre parties avec le versement d'un *interchange fee* par la banque du commerçant (*acquirer*) à la banque du titulaire de la carte (*issuer*), afin de compenser les coûts plus élevés supportés par l'*issuer* (sécurité, garantie de paiement au commerçant, etc.). Il n'existe encore aucune certitude sur ces *interchange fees*, de sorte que les différentes parties ne peuvent encore en tout état de cause opérer les choix stratégiques qui s'imposent dans le processus de migration vers SEPA.

Plus globalement, la crainte existe que les systèmes de paiement par carte utilisés dans les différents pays, et qui sont aujourd'hui principalement nationaux, ne soient remplacés par un ou deux systèmes internationaux détenus par Mastercard et/ou Visa et réputés plus chers. A priori, la constitution d'un duopole pour ce type de paiement ne constituerait pas un incitant à plus de concurrence.

Les préoccupations majeures de l'Eurosystème se situent au niveau d'une augmentation possible des coûts d'utilisation liée au remplacement des systèmes nationaux par des systèmes internationaux (Visa ou Mastercard) dont les commissions interbancaires sont généralement plus élevées. L'Eurosystème encourage donc l'émergence d'un système européen de cartes, soit par l'extension d'un système national à l'ensemble des pays de la zone SEPA, soit par la conclusion d'alliances via des accords entre systèmes continuant de fonctionner de manière indépendante. Telle est la voie privilégiée par l'Eurosystème pour accroître la concurrence dans le marché et bénéficier de l'expérience des systèmes de carte nationaux.

Pour ce qui concerne les paiements par carte et le processus de migration vers le cadre SEPA, les banques belges ont opté pour le scénario suivant: le schéma Bancontact/MisterCash actuel sera rendu conforme aux exigences du SEPA, de sorte que chaque carte puisse être utilisée dans n'importe quel terminal dans la zone SEPA.

Phrases clés: *décision du secteur bancaire de remplacer le schéma belge par un schéma international SEPA-compliant à dimension européenne – la formation d'un duopole MasterCard/Visa n'est pas souhaitable car elle risque d'entraver la concurrence et d'augmenter les frais d'utilisation.*

17. LE SEPA INFLUENCERA-T-IL LE COÛT DES OPÉRATIONS DE PAIEMENT?

Certains articles de journaux lient ou ont lié les hausses de prix pour la gestion des comptes à vue bancaires à l'introduction du SEPA. En général, il s'agit de l'opinion de l'auteur/du journaliste. Les augmentations des coûts des opérations de paiement ne sont pas toutes imputables à l'arrivée du SEPA. Ce genre de communiqué passe sous silence la plupart du temps les conséquences positives que cette migration entraîne pour le consommateur, telles que la disparition des coûts liés à l'utilisation de la carte de paiement dans d'autres pays.

Il est indéniable que le SEPA demande un effort et essentiellement un effort d'investissement de la part du secteur bancaire. Mais du point de vue macroéconomique, on s'attend à ce que la hausse de la concurrence et de l'efficacité dans les paiements aboutisse à une économie de coûts générale pour tous les acteurs économiques.

L'Eurosystème n'est pas opposé de fait à toute hausse de prix au niveau individuel si le SEPA apporte des avantages au niveau macroéconomique. La tarification n'est pas réglementée et reste, comme dans tous les autres secteurs, la compétence souveraine du prestataire de services. Le consommateur est libre de réagir à la politique des prix de son prestataire de services.

Phrases clés: *SEPA exige un cycle d'investissement mais à plus long terme, les conséquences positives pour tous les acteurs économiques prédomineront – la tarification par le secteur bancaire n'est pas réglementée.*

18. QUEL EST L'ÉTAT D'AVANCEMENT DANS LES AUTRES PAYS DE LA ZONE SEPA?

Géographiquement, la zone SEPA peut être décrite comme étant l'espace constitué par les pays de l'Union européenne (27 pays au total), complété par la Norvège, le Liechtenstein, l'Islande, la Suisse et la Principauté de Monaco (situation mi-2011). D'un point de vue général, la Belgique est en tête de peloton en matière de migration.

C'est essentiellement le secteur bancaire européen, qui a dans la pratique conçu le SEPA et ce, dans le cadre de l'*European Payments Council* (EPC). L'EPC a effectivement finalisé le vaste processus de standardisation pour le *Credit Transfert Rule Book* et le *Direct Debit Rule Book*.

Sur la base de ces *Rule Books* et des *Implementation Guidelines* qui les accompagnent, chaque communauté bancaire nationale s'est mise au travail et les principaux points d'attention dans la migration des instruments et infrastructure existants ont été répertoriés dans des plans de migration nationaux. Ces plans de migration nationaux peuvent être consultés sur les divers sites internet des communautés bancaires concernées et/ou des banques centrales. La Banque centrale européenne a développé un site portail spécifique (www.sepa.eu) pour favoriser la diffusion de ces informations.

Phrases clés: *secteur bancaire européen (EPC) in driving seat – publication de plans de migration nationaux.*

19. LE SEPA VA-T-IL ENTRAÎNER LA DISPARITION DES SYSTÈMES DE PAIEMENT BELGES?

De manière générale, on peut affirmer que les utilisateurs des systèmes de paiement belges actuels (ATOS, ISABEL, CEC, etc.) sont plutôt satisfaits du service fourni et de l'efficacité des systèmes nationaux. Il est toutefois indéniable que l'idée du SEPA, où tous les paiements de détail dans la zone SEPA sont considérés comme des paiements "nationaux" et peuvent en outre s'échanger d'une façon standardisée, permet un gain d'efficacité considérable. La disparition des frontières est inévitable et les systèmes de paiement à orientation strictement nationale soit

adopteront une dimension européenne, soit cesseront d'exister.

Plus spécifiquement, le plan de migration belge prévoit la cessation des activités du système de traitement des paiements de détail belge CEC (système d'échange qui assume depuis 1974 le volet interbancaire des paiements de détail de manière automatisée et est propriété des banques belges). Un plan pour la migration du CEC vers une autre plate-forme européenne est en cours d'élaboration et prévoit une migration effective dans le courant de 2013.

L'avenir de *Banksys*, propriété des banques belges jusque début 2006 et vendu ensuite à *ATOS Origin*, se présente autrement: *ATOS Wordline*, la nouvelle dénomination de *Banksys*, tentera fort vraisemblablement de développer encore ses activités dans l'industrie des cartes.

ISABEL, société créée par les quatre plus grandes banques belges, joue un rôle très important dans la relation entre les entreprises et leur banquier individuel et profitera de la parution d'un standard européen unifié pour poursuivre ses activités par-delà les frontières nationales.

Phrases clés: *le système de paiements de détail interbancaire belge CEC disparaîtra fin 2013 (migration des paiements belges vers un système paneuropéen) – d'autres systèmes bancaires belges élargissent leur champ d'action et profitent des opportunités offertes par le SEPA.*

20. QU'EN EST-IL DE LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE DANS LE CADRE DU SEPA?

En Belgique, la protection de la vie privée est réglementée par la Loi du 8 décembre 1992 modifiée par la Loi du 11 décembre 1998 transposant la directive du 24 octobre 1995 du Parlement européen et du Conseil relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement de données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Dans les autres pays européens également, la Directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil est transposée dans le droit national et est donc applicable. L'échange de paiements en format SEPA ne porte naturellement pas préjudice aux législations européenne et nationale. Le fait qu'un citoyen/consommateur ouvre un compte bancaire auprès d'une banque située dans un autre pays SEPA n'entraîne par conséquent aucune restriction de la protection de la vie privée.